

Que tous les mots après "que" soient biffés et remplacés par des suivants:

La Chambre est d'avis que le Gouvernement ne jouit pas de la confiance de la population.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): Nous avons goûté l'intéressante dissertation de l'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell). Toutefois, loin de suivre son exemple, je m'abstiendrai de lui donner la réplique et de censurer, à mon tour, son parti, car je préfère consacrer mon temps de parole à la discussion du budget. En ce qui concerne le souhait qu'il a exprimé à son endroit, je lui rappelle le vieux proverbe qui dit que l'espérance trop longtemps différée fait languir le cœur. Je lui signale également que le fascisme et le nazisme ne sont que le capitalisme dégradé: en voilà la définition. Les membres du parti conservateur-progressiste devraient prendre cela à cœur car j'ai remarqué de grandes lacunes parmi les rangs du parti à ma gauche, ou plutôt à ma droite.

M. MacNICOL: Vous aviez raison la première fois.

M. COLDWELL: Nous croyons parfois que le parti à ma gauche constitue également un parti conservateur.

J'ajoute, à l'intention de l'honorable député, que nous ne nous opposons pas aux bénéfices qui se conforment à la définition qu'il en a donné cet après-midi mais plutôt aux bénéfices qui constituent l'unique motif de la production, remplaçant ainsi le désir de répondre aux exigences des gens en leur fournissant les articles indispensables.

Le budget nous a tous déçus malgré le bon débit du ministre. Il n'apporte à peu près aucun allègement aux personnes qui en ont le plus grand besoin. C'est là, je crois, la critique la plus grave qu'on puisse formuler à l'égard du programme budgétaire présenté mardi soir.

Il peut être sage, en temps de prospérité de viser à créer un excédent budgétaire, mais cela ne dispense pas le Gouvernement de son obligation de venir en aide à ceux qui ont gravement souffert de l'abrogation des régies bienfaites et du régime de subventions. L'écart entre les prix et les revenus s'est élargi de plus en plus. Il ne fait pas de doute que cette moitié de notre population qui ne gagne pas assez pour payer d'impôt a dû comprimer ses dépenses déjà maigres à l'égard des vivres, des vêtements et, si possible, à l'égard de l'habitation. A la longue, la réduction des dépenses en vivres nuira gravement à la santé physique et morale de ceux qui doivent épargner de cette façon.

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]

J'appelle l'attention de la Chambre sur le rapport du *Family Service Bureau* d'Hamilton, Ontario, selon lequel, la plupart des familles devaient, en 1939, dépenser de 24 à 39 p. 100 de leur revenu, soit de \$24 à \$45 par mois en vivres. Aujourd'hui, ces mêmes familles doivent affecter de 40 à 80 p. 100 de leur revenu, soit de \$50 à plus de \$100 par mois pour la même qualité et la même quantité de vivres.

Au témoignage du Conseil du bien-être de Toronto, qui a effectué un relevé parmi un groupe de familles représentatif, plusieurs familles réduisent maintenant leurs achats de denrées alimentaires essentielles. La moitié des familles visitées ont réduit leur consommation de lait d'une ou deux pintes par jour dans la majorité des cas, et celles du pain, d'un à sept pains par semaine. Dans 21 p. 100 des familles, un groupe de 55 p. 100 ont diminué leurs achats de beurre d'un quart de livre à trois livres par semaine, tandis que 34 p. 100 ont réduit leurs achats d'œufs. Voilà un grave problème non seulement pour les gens à revenu modique, mais pour la nation toute entière. Les impôts considérables qui pèsent lourdement sur les gens à revenu modique sont une source importante de l'énorme excédent que le ministre nous a révélé l'autre soir.

En 1943-1944, le Gouvernement a perçu en impôts directs, sur le revenu, sur les sociétés, les surplus de bénéfices, l'accise, la somme de 1,635 millions de dollars. D'après le présent exposé financier, le montant estimatif des impôts directs pour l'année 1948-1949 sera de 1,315 millions, soit une réduction de 320 millions, ou 20 p. 100 de moins qu'en 1943-1944.

Par ailleurs, examinons un peu les impôts indirects, ceux que les gens versent sans le savoir; la taxe de vente, la taxe d'accise,—impôts dissimulés. En 1943-1944 ces impôts ont rapporté 956 millions de dollars au Gouvernement; mais en 1948-1949 le ministre espère obtenir 1,056 millions de dollars de cette source. C'est une augmentation de 100 millions de dollars, soit d'environ 10 p. 100. En d'autres termes, nous diminuons les impôts directs, fondés en grande partie sur la capacité de payer, et rejetons ce fardeau sur les impôts indirects qui sont en grande partie versés par ceux qui doivent s'acheter des vêtements et des meubles ou s'assurer les vivres et le logement.

Si nous examinons l'excédent annoncé par le ministre,—et qui a semblé lui procurer tant de contentement l'autre soir,—nous constatons